CONTRAT A DUREE DETERMINEE

*(Recrutement d’un travailleur handicapé de catégorie C)*

ETABLI EN APPLICATION DES DISPOSITIONS

DE L’ARTICLE L. 352-4 DU CODE GENERAL DE LA FONCTION PUBLIQUE

Entre

Le Maire de .............................

et

M........................................................ *(nom, prénom)* .......…........................................... "le co-contractant".

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 96-1087 du 10 décembre 1996 relatif à l’application de l’article 38 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

(*Eventuellement à rajouter si recrutement sur un poste à temps non complet*) Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l’organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° ……………… du ……………………… portant statut particulier du cadre d’emplois des ………………………………………………,

Vu la délibération créant le poste de ................................................................................... *(grade)* à temps complet (ou à temps non complet à raison de …… / 35èmes),

Vu la déclaration de création ou de vacance d’emploi auprès du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hautes-Alpes,

Considérant que M…………………………………… peut bénéficier d’un recrutement par contrat au titre de l’article L352-4 du code général de la fonction publique et que son handicap a été jugé compatible avec l’emploi postulé,

Considérant que M.................................................................................... remplit les conditions requises prévues par les dispositions réglementaires,

Considérant que l'intéressé(e) a satisfait aux examens médicaux requis le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987,

Considérant que M................................................................................... a le(les) diplôme(s) ou le niveau d’études exigés des candidats au concours externe fixé par le statut particulier du cadre d’emplois des .........................................................................................................................................,

*(Si le candidat n’a pas le diplôme requis)* Considérant l’avis favorable de la commission d’équivalence de diplômes placée auprès du C.N.F.P.T.,

Considérant que l’agent a accompli son service national (ou service civique ou volontariat international) d’une durée de ………… et qu’il convient de le reprendre pour le calcul de la rémunération,

*Considérant que l’agent a accompli des services en qualité d’agent contractuel de droit public d’une durée de …………………………. (en équivalent temps plein s’il s’agit d’une nomination dans un grade relevant de l’échelle C1) :*

* *repris à raison des ¾ de leur durée sur la base de la durée exigée pour chaque avancement d’échelon soit …………………………. (s’il s’agit d’une nomination dans un grade relevant de l’échelle C1),*
* *repris conformément au tableau de correspondance (s’il s’agit d’une nomination dans un grade relevant de l’échelle C2),*

*ou*

*Considérant que l’agent a accompli des services en qualité d’agent de droit privé d’une administration ou de salarié dans le secteur privé ou associatif d’une durée de ………………… (en équivalent temps plein s’il s’agit d’une nomination dans un grade relevant de l’échelle C1) :*

* *repris à raison de la moitié de leur durée sur la base de la durée exigée pour chaque avancement d’échelon soit …………………………. (s’il s’agit d’une nomination dans un grade relevant de l’échelle C1),*
* *repris conformément au tableau de correspondance (s’il s’agit d’une nomination dans un grade relevant de l’échelle C2),*

*ou*

*Considérant que l’agent a accompli des* ***services*** *en qualité d’agent contractuel* ***de droit public*** *d’une durée de …………………………. (en équivalent temps plein s’il s’agit d’une nomination dans un grade relevant de l’échelle C1)* ***ainsi que*** *des* ***services*** *en qualité d’agent* ***de droit privé*** *d’une administration ou de salarié dans le secteur privé ou associatif d’une durée de ………………… (en équivalent temps plein s’il s’agit d’une nomination dans un grade relevant de l’échelle C1) et que l’agent a opté pour la situation la plus favorable soit la reprise de ses services publics (ou privés), ceux-ci étant repris conformément aux textes réglementaires en vigueur,*

*ou/et*

*Considérant que l’agent a accompli son service national (ou service civique ou volontariat international) d’une durée de ………… et qu’il convient de le reprendre pour le calcul de la rémunération,*

*ou*

*Considérant que l’agent n’a accompli ni des services en qualité d’agent contractuel de droit public, ni des services en qualité d’agent de droit privé d’une administration ou de salarié dans le secteur privé ou associatif, ni des services militaires,*

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET ET DUREE DU CONTRAT

A compter du ....................., M.......................................................................... est nommé(e) dans le grade de ................................................................................................... contractuel pour une durée d'un an (correspondant à la durée réglementaire du stage prévue par le statut particulier du cadre d’emplois) à temps complet (ou à temps non complet à raison de ............... heures par semaine).

ARTICLE 2 : REMUNERATION

A compter de cette date, l’intéressé(e) percevra une rémunération sur la base de l’I.B. …………. correspondant au …….ème échelon (échelle …….) du grade de ………………………………………………….

(*Eventuellement*) Durant cette période, M.............................................................................. percevra également les primes et indemnités instituées par l’assemblée délibérante.

ARTICLE 3 : FORMATION

M..................................................................................... est astreint à suivre la formation d’intégration dans le grade de ............................................................................. sous réserve des aménagements nécessaires fixés par le C.N.F.P.T..

ARTICLE 4 : DROITS ET OBLIGATIONS

Conformément aux dispositions du code général de la fonction publique, M........................................................................... est soumis(e) pendant toute la période d'exécution du présent contrat aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par les dispositions législatives et par le décret n° 88-145 du 15 février 1988 susvisés.

En cas de manquement à ces obligations, le régime disciplinaire prévu par le décret précité pourra être appliqué.

ARTICLE 5 : SECURITE SOCIALE – RETRAITE

Pendant toute la durée du présent contrat, la rémunération de M.................................................... est soumise aux cotisations sociales prévues par le régime général de la Sécurité Sociale.

M.................................................................................. est affilié(e) à l'IRCANTEC.

ARTICLE 6 : TERME DU CONTRAT

Au terme du contrat, l’autorité territoriale procédera :

- soit à la titularisation dans le grade correspondant à l’emploi occupé durant son contrat,

- soit au renouvellement du contrat pour la même durée, dans le même grade après avis de la commission administrative paritaire,

- soit au renouvellement du contrat pour la même durée, dans un cadre d’emplois de niveau hiérarchique inférieur après avis de la commission administrative paritaire,

- soit au licenciement selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7 : CONTENTIEUX

Les litiges nés de l’exécution du présent contrat relèvent de la compétence de la juridiction administrative dans le respect du délai de recours de deux mois.

Fait en double exemplaire

à.............................................., le ..............................................

signatures

Le Maire, le co-contractant

- transmis au représentant de l’Etat,

- transmis au comptable de la collectivité,

- transmis au Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hautes-Alpes.